



Loi 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement

Décret n° 2011-1903 du 19 décembre 2011 relatif aux « aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine »

AIRES DE MISE EN VALEUR DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE (A.V.A.P.)



de la zppaup à l'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine

ZPPAU (1983) et ZPPAUP (1993):

- les zones de protection du patrimoine architectural , urbain et paysager apportaient une **gestion concertée**, entre l'État et les collectivités locales, en matière de patrimoine bâti, spatial et paysager;
- leur **création** passait par une **étude** et l'élaboration d'un **projet**, constitué d'un **rapport de présentation**, des **pièces graphiques** (plans) et un **règlement**;
- ce projet était soumis à **enquête publique**, avant sa **présentation en CRPS**, et l'arrêté de création (qui suspend les périmètres MH);
- la loi de 1983 instituait également la possibilité d'un **recours du maire contre l'avis conforme de l'ABF**;
- la nécessité de son évolution a conduit le législateur de la loi Grenelle 2, à instituer les « **aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine** », intégrant la dimension du **développement durable**.



ce qui évolue: objet et champs d'application

Objet:

→ L'AVAP a pour objet de «*promouvoir la mise en valeur du patrimoine bâti et des espaces **dans le respect du développement durable***». Elle se fonde sur «*un diagnostic **architectural, patrimonial et environnemental**, prenant en compte les orientations du PADD* ».

(article L.642-1 CP)

Champs d'application:

→ patrimoine culturel

- intérêt culturel (nouveau)
- architecture (bâti et création)
- patrimoines urbain et paysager
- patrimoines historique et archéologique (nouveau)

→ milieu environnemental

- incidence sur dispositions de l'avap (risques naturels, inst. classées)
- dispositions de l'avap à l'encontre des milieux naturels (faune et flore) et prise en compte dans une orientation de développement durable.



mise en œuvre de l'avap : l'inscription dans le territoire

Délimitation du territoire d'étude de l'AVAP

- le périmètre à étudier est **circonsrit à un territoire d'intérêt patrimonial**;
- il doit contenir **l'ensemble des espaces et des constructions concernés par les champs culturels**;
- en particulier, le champ des **périmètres de protection autour des monuments historiques**, qui ne sont suspendus que dans le périmètre de l'AVAP.

→ ***La transformation d'une ZPPAUP en AVAP doit donc amener à reconsidérer la pertinence du périmètre de la ZPPAUP.***



mise en œuvre de l'avap : objectifs et principes cadres

Une prise en compte intégrée de l'ensemble des problématiques environnementales :

- du **patrimoine culturel**, de sa préservation et de sa mise en valeur,
- de **l'environnement**, pris au sens du «milieu», et des objectifs de **développement durable** (production d'énergies renouvelables, performance énergétique du bâti),
- de la **qualité architecturale** existante et à venir.



mise en œuvre de l'avap : composition du dossier

L'étude AVAP doit justifier de sa compatibilité avec le PADD (PLU) et comporter:

- Un **diagnostic** portant sur les aspects architecturaux, urbains, paysagers, patrimoniaux et archéologiques; il doit également comprendre une approche environnementale mettant en évidence les qualités propres du bâti et des espaces quant à la performance énergétique et leur capacité à accueillir des éléments contribuant au développement des énergies renouvelables,
 - Un **règlement** accompagné de **documents graphiques**, fixant les règles de qualité architecturale et paysagères et précisant les conditions d'intégration des éléments de production d'énergie renouvelable ou d'économie d'énergie, avec possibilité d'adaptations mineures.
- *Si le règlement n'est pas compatible avec le PLU, ce dernier doit être mis en compatibilité (dans ce cas, l'enquête publique est conjointe).*



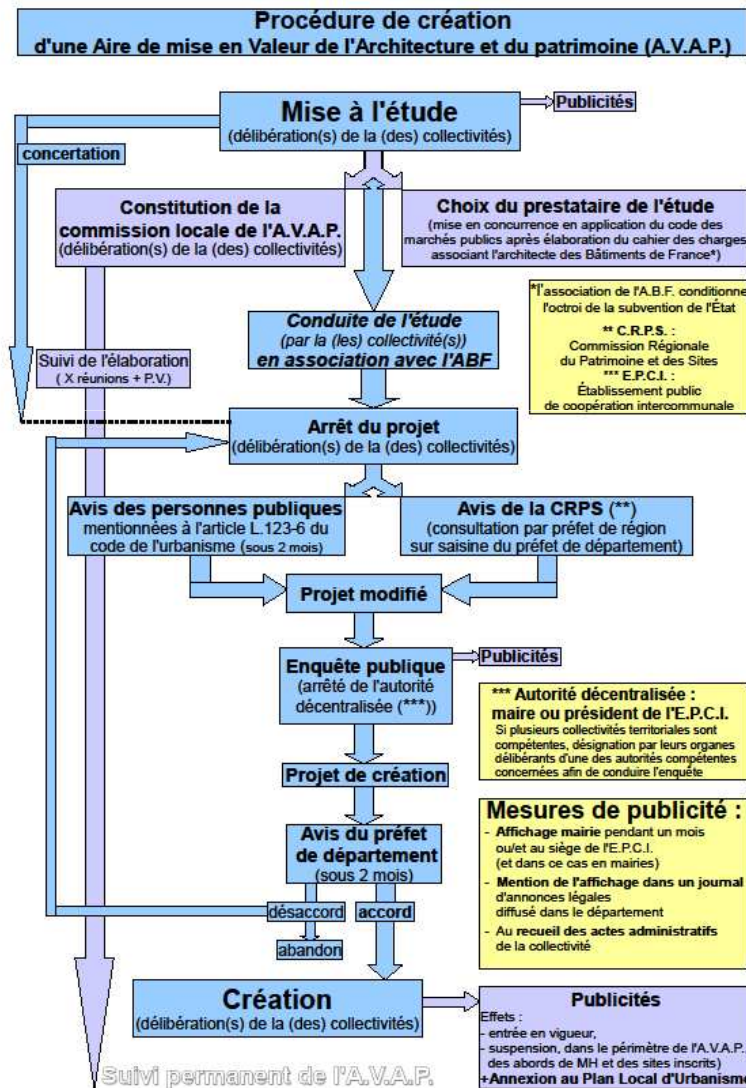
mise en œuvre de l'avap : concertations et orientations

Les orientations d'une AVAP sont soumises, notamment:

- à **l'obligation d'une concertation** avec la population,
- à la création d'une **instance consultative locale permanente**, présidée par le maire, dès sa mise à l'étude, associant l'ABF,
- à la consultation de la CRPS **préalablement** à l'enquête publique,
- à la **mise à la disposition** de la population de l'avis de la CRPS.

→ ***Le décret du 19 décembre 2011 oblige l'organe délibérant de la collectivité à créer l'instance consultative pour les ZPPAUP non encore transformées en AVAP.***

le dispositif avap : procédure de création





le dispositif avap : révision des zppaup existantes

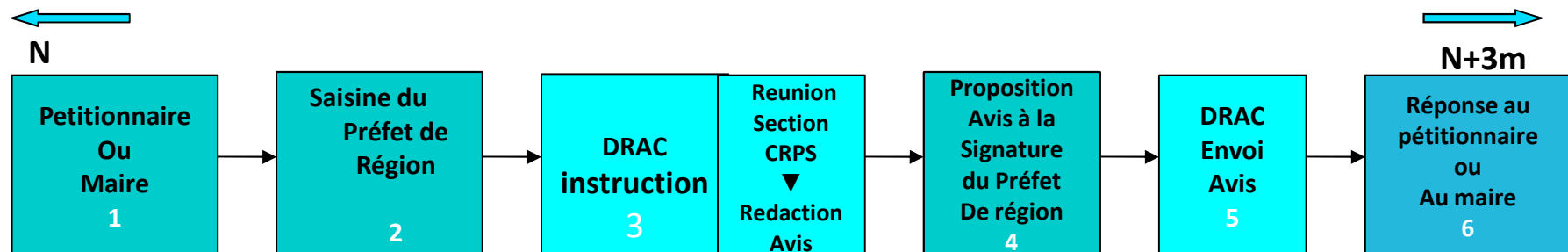
Les ZPPAUP existantes doivent être révisées en vue de leur transformation en AVAP avant le 15 juillet 2015:

- à défaut, les ZPPAUP en application seront caduques et retourneront au régime antérieur (abords de monuments historiques);
- pour les ZPPAUP en cours d'étude, il sera appliqué:
 - la **poursuite de la procédure** sous forme de ZPPAUP si le stade de l'enquête publique a été atteint (puis révision en AVAP),
 - la **poursuite des révisions** de ZPPAUP (puis révision en AVAP)
 - la **reprise en AVAP** si l'enquête publique n'a pas encore eu lieu.

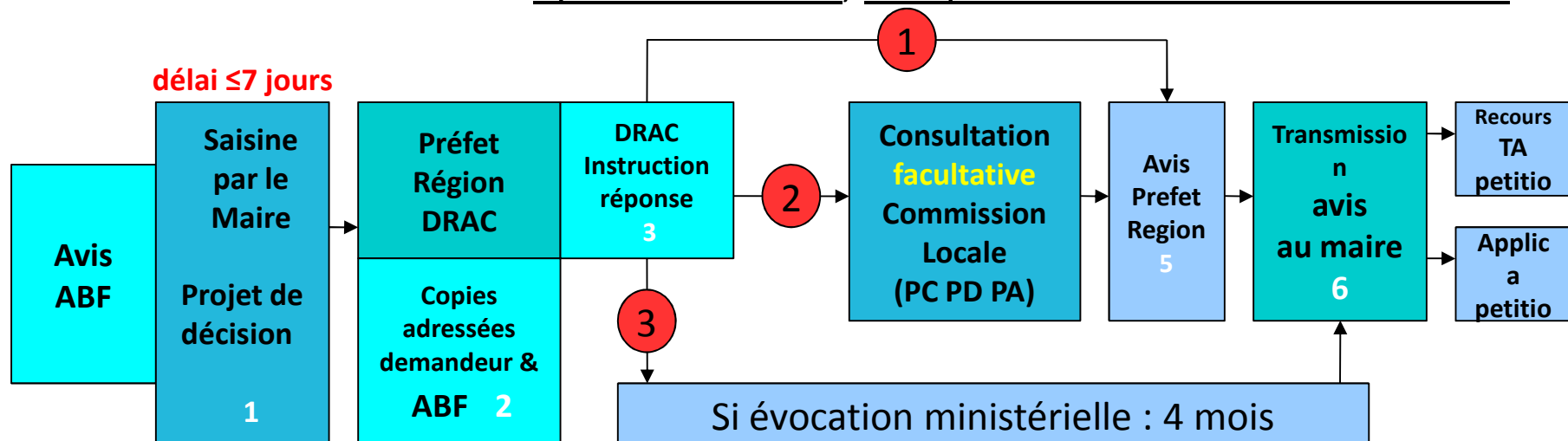
→ La poursuite de la procédure sous forme de ZPPAUP ne lève pas l'échéance du délai de cinq ans à partir de la loi.

le dispositif avap : procédures de recours

- Procédure de recours avant la réforme:



- Procédure de recours après la réforme, compris dans le délai d'instruction:





le dispositif avap : une évolution nécessaire

L'AVAP est un dispositif:

- qui concourt à la promotion de la **diversité culturelle** reconnue par l'UNESCO comme une **ressource de développement** au même titre que l'environnement, l'économie et l'action sociale,
- qui met en œuvre le principe émis par la France au plan international, de la **culture en tant que composante transversale du développement durable**,
- qui porte application de la **directive européenne n° 2001/42/CE** du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.